

En Inde, le bilan des violences antichrétiennes s'alourdit

Par Claire Lesegetain (avec l'agence Fides), le 25/9/2019 à 05h16

Alors que des membres de tribus catholiques ont été lynchés dans le Jharkhand, sous l'accusation d'avoir consommé de la viande bovine, l'ONG Alliance Defending Freedom enregistre 218 actes de violence antichrétienne depuis le début de l'année 2019, selon un bilan publié mardi 24 septembre.



218 actes de violence antichrétienne en 243 jours. Tel est le bilan publié le 24 septembre par l'ONG Alliance Defending Freedom (ADF) qui enregistre les faits de violence à

l'encontre des chrétiens en Inde.

Parmi ces 218 actes de violence, « *159 sont des faits de masse dont le mode opératoire est souvent le même* », selon ADF-Inde. Dans ce genre de violence de masse, « *une foule accompagnée par la police arrive pour troubler une célébration, crie des slogans et frappe les fidèles, y compris les femmes et les enfants* ».

Au cours de ces violences, le prêtre est souvent arrêté puis détenu par la police « *sous prétexte de conversions forcées* », déclare A. C. Michael, directeur d'ADF-Inde. Selon lui, les prêtres ainsi arrêtés ont tous, jusqu'à présent, été remis en liberté ou acquittés et « *aucune de ces fausses accusations n'a pu être prouvée devant un tribunal* ».

Dans 23 des 28 États de l'Inde

De nombreux chrétiens, poursuit A.C. Michael, font l'expérience de restrictions dans leur liberté religieuse, sur une grande partie du pays puisque ces violences ont déjà eu lieu « *dans 23 des 28 États* » de l'Inde.

L'ADF note aussi que beaucoup de victimes ne pas déposent pas plainte : sur 218 actes de violences, 25 plaintes seulement ont été déposées. Cette faible proportion, selon A. C. Michael, « *démontre la collusion entre les acteurs de violence et la police qui bénéficie elle-même du soutien des fonctionnaires et des politiques locaux* ».

Très peu de plaintes déposées

Les victimes craignent également, si elles déposent plainte, des représailles, d'autant que, comme l'affirme le militant catholique, « *l'impunité accordée par la police et le gouvernement aux auteurs des violences contribue à éroder la confiance que les victimes placent dans les autorités* ».

Depuis 2014, date de l'élection du président Modi, les attaques à l'encontre des chrétiens ne cessent d'augmenter : 292 en 2018 contre 240 en 2017, 208 en 2016, 177 en 2015 et 147 en 2014, selon les chiffres de l'ADF.

Le même jour, 24 septembre, dans l'État du Jharkhand, trois membres d'une communauté tribale dont l'un est catholique ont été lynchés sous prétexte qu'ils consommaient de la viande bovine. « *Des hommes armés veulent punir les musulmans, les chrétiens et les dalits qui vendent et consomment de la viande bovine* », a expliqué à l'agence Fides John Dayal, secrétaire général de l'organisation All India Christian Council et porte-parole de l'All India Catholic Union.

John Dayal : « Le gouvernement Modi veut faire de l'Inde une théocratie homogène »

« *De nombreuses communautés tribales du Jharkhand mangent depuis des siècles de la viande de bœuf parce qu'elle constitue une source économique de protéines* », précise de son côté à Fides le militant des droits de l'homme Gladson Dungdung, actif au Jharkhand. « *Le droit à la nourriture est un droit fondamental de tout individu dans le pays, prévu par l'article 21 de la Constitution, remarque-t-il. Aucun gouvernement ne peut décider ce que les personnes doivent manger.* »

